

Consolidation d'un État fragile et neutralisation de l'option militaire à l'Est de la République Démocratique du Congo / Versterking van een zwakke Staat en neutralisatie van de militaire keuze in het Oost-Congo

Vincent Cobut – vincent.cobut@ulg.ac.be

Université de Liège, chargé de recherche à la Cellule d'appui politologique en Afrique centrale – www.capac.ulg.ac.be



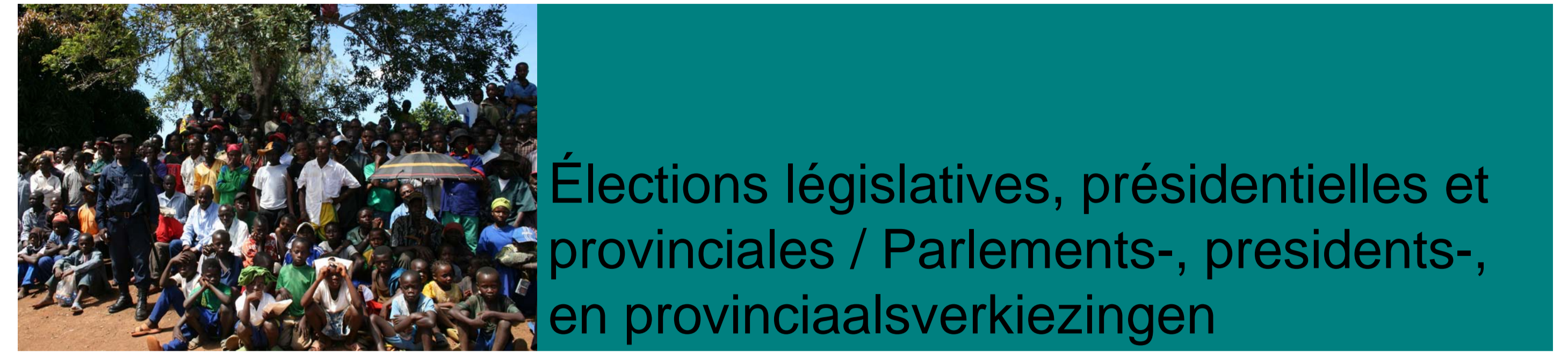
Problématique / Probleemstelling

La RDC est un État fragile quant à ses fonctions régaliennes, couve 40 ans de crise de légitimité, et connaît une persistance de zones de conflits et de foyers de tension, ainsi qu'une méfiance entre les acteurs politiques.

Le calendrier électoral a été proposé comme le remède à la déconstruction de la communauté politique congolaise et à l'incapacité de l'État d'assurer la sécurité et le contrôle de la violence. Les élections furent donc organisées comme l'objectif ultime du programme de démocratisation de la société congolaise.

Néanmoins, deux ans après l'investiture du Président, la force militaire prime toujours sur la force politique, singulièrement à l'Est. L'émergence d'une démocratie électorale n'a donc pas permis le retour de la paix.

Face à cette contestation de la légitimité issue des urnes, une tentative de recours à la force étatique a prouvé ses limites. Une autre voie privilégiant un processus politique a donc été mise en route. Les mouvements rebelles recourant à la violence n'ont en fait pas cessé d'être reconnus comme partenaire des négociations. Et leurs arguments justifiant un retour à la force acquièrent la préséance au sein des agendas étatiques et internationaux.



Élections législatives, présidentielles et provinciales / Parlements-, presidents-, en provinciaalsverkiezingen

Organisées par une des cinq institutions d'appui à la démocratie issues de la Transition.

Aboutissement de tout un processus (Recensement électoral, inscriptions des candidats, formation et éducation citoyenne, élaboration du cadre juridique électoral, référendum constitutionnel, organisation des campagnes électorales, etc.).

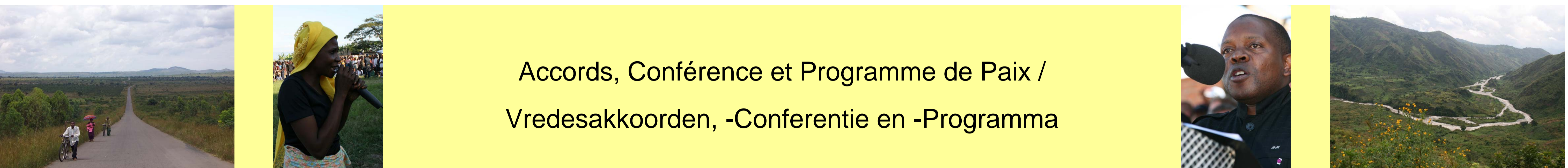
Promesses de pacification du candidat Joseph Kabila et large victoire de ce dernier à l'Est du pays, ce qui lui permet de se maintenir au poste de président, mais cette fois légitimé par les urnes.

Pièce manquante au puzzle électoral: les élections locales. => Le RCD-Goma peut toujours contrôler le Kivu, même suite à son faible score électoral.

Suite à sa victoire, J. Kabila démontre sa volonté de s'imposer face à ses opposants: cas de la garde rapprochée de l'ex-vice-président J.-P. Bemba, du mouvement Bundu dia Kongo et du Général déchu L. Nkunda.

Le CNDP proroge les ultimatums, avance des arguments de protection des minorités et dénonce la collusion entre les forces gouvernementales et les brigades FDLR.

La Communauté internationale encourage un dialogue pour des raisons humanitaires.



Accords, Conférence et Programme de Paix / Vredesakkoorden, -Conferentie en -Programma

Volet intérieur - Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu + Programme Amani

Organisée dans l'urgence et rassemblant plus de 1300 participants, mais absence des FDLR et de représentants du Rwanda.

CNDP en position de force. Dominance d'un débat biparti (AMP – CNDP/RCD) sous des allures de grande table ronde, tentative d'amorcer une congruence entre les multiples ethnies présentes au Kivu.

Adoption de recommandations et résolutions + signature de l'Acte d'engagement par tous les groupes armés des provinces concernées.

Mise en place d'un Programme national de sécurisation, pacification, stabilisation et reconstruction des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu (dénommé *Programme Amani*).

Programme s'articulant à deux niveaux: au niveau national et au niveau provincial. A chacun de ces niveaux, trois types d'organes: un de délibération, un autre d'exécution, et un dernier d'observation. Forte représentation du CNDP dans cette structure.

Incessants allers et retours dans le processus de la part de groupes armés négociant leur participation + application de la stratégie *talk and fight*.

Temporisation précaire, reprises des combats et aggravation de la situation humanitaire.

Proposition de sortie de crise des députés congolais, négligée par J. Kabila.

Réaffirmation du *Programme Amani* comme seul cadre valable de discussion par les instances internationales mais essoufflement progressif du processus (retraits, démissions, remises en cause).

Volet extérieur – Accords de Nairobi

▪ Premier acte: Novembre 2007

Accord sur le désarmement des miliciens hutus. Kinshasa reconnaît les FDLR comme « une organisation génocidaire et militaire » et s'engage à lancer d'urgence des opérations militaires visant à éliminer la menace qu'ils représentent pour le Rwanda et les populations congolaises tandis que Kigali reconnaît Laurent Nkunda comme un « chef de milice », et accepte de verrouiller sa frontière afin que des démobilisés de l'armée rwandaise ne se joignent pas au CNDP.

Faibles résultats et quelques réactions des deux groupes armés concernés (CNDP et FDLR).

▪ Deuxième acte: Novembre 2008

Présence des Présidents congolais et rwandais, réaffirmation de l'exigence d'un « cessez-le-feu immédiat », de la mise en œuvre « immédiate » des accords existants sur le désarmement et de la mise en place d'un « corridor humanitaire » + création d'un « mécanisme de vérification ».

Absence d'effets sur le terrain mais gesticulations internationales (SADC, ONU, UE, USA).



Une négociation directe entre le CNDP et le gouvernement légitime avait déjà été exprimée lors de la Conférence de Goma par les représentants de la rébellion.

Faiblesse du refus lorsque les FARDC se voient être mis sur le même pied d'égalité que le CNDP par la MONUC.

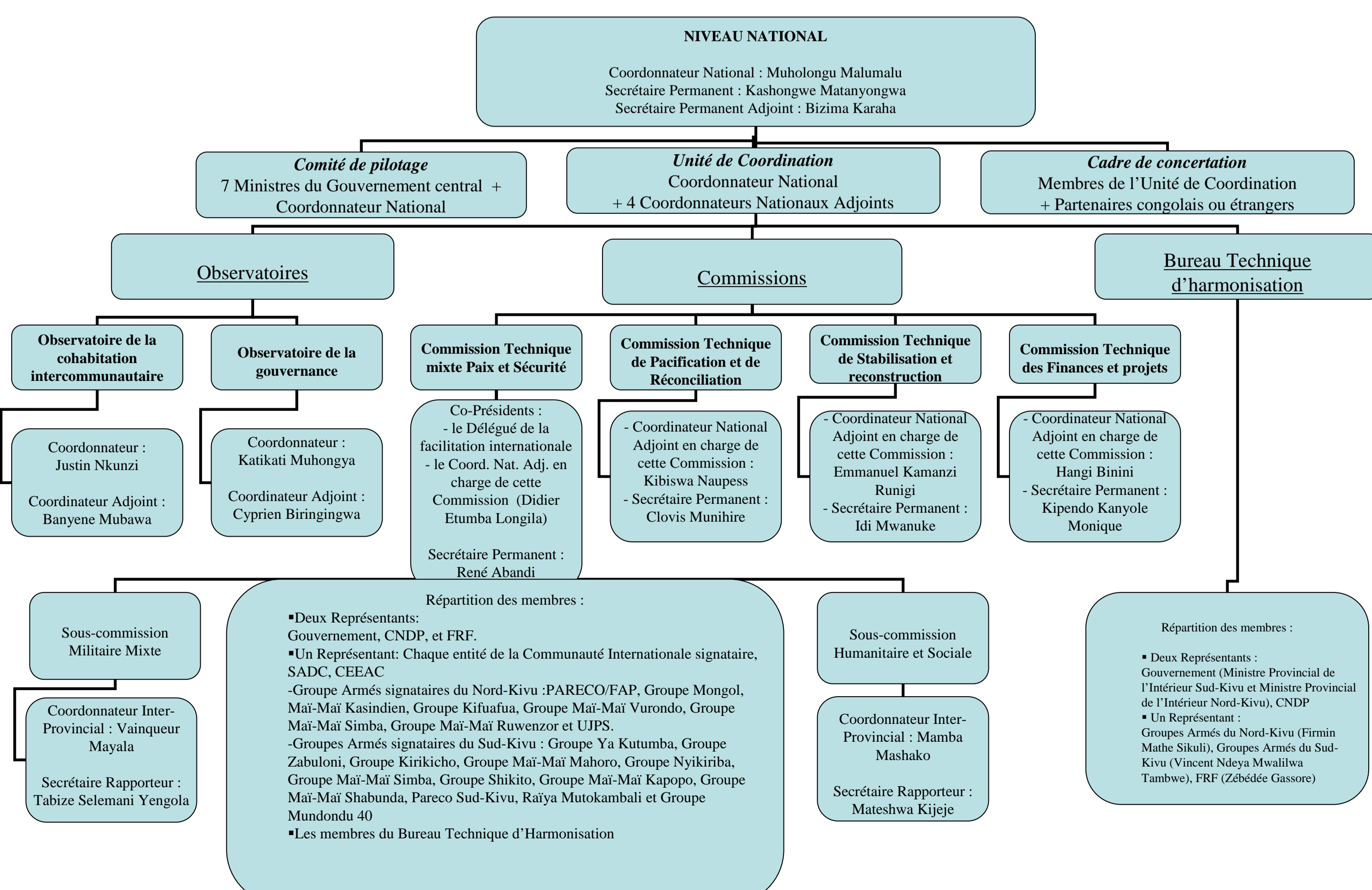
L. Nkunda pose ces négociations directes comme condition à l'adoption du plan de désengagement. Il lance également des appels à une *libération totale* de la RDC. Chaque avancée militaire du CNDP devient justifiée comme une exhortation à ces négociations directes.

Non intervention militaire de l'occident, risque d'internationalisation du conflit, isolement de J. Kabila, FARDC militairement bloqués, pressions diplomatiques.

Mi-novembre 2008, rencontre entre O. Obasanjo (émissaire spécial de l'ONU) et L. Nkunda. La nomination de cet ancien président du Nigéria et sa rencontre avec le CNDP confère une première reconnaissance internationale au mouvement rebelle.

Lors de cette rencontre, L. Nkunda émet 8 revendications, dont une rencontre directe entre son mouvement et Kinshasa (avec l'intermédiaire d'un médiateur neutre) et la renégociation de tous les contrats miniers conclus entre le gouvernement congolais et les entreprises chinoises.

Le 8 décembre 2008, ouverture à Nairobi d'une rencontre entre des représentants du gouvernement congolais et du CNDP, sous les auspices de l'ONU.



Négociations directes / Rechtstreeks e onderhandelingen